ASSEMBLÉE NATIONALE

2 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Retiré

AMENDEMENT

N° I-CF114

présenté par

M. Fabrice Brun, Mme Anthoine, Mme Bazin-Malgras, M. Bony, M. Bourgeaux, M. Brigand, M. Cinieri, M. Cordier, Mme Corneloup, M. Descoeur, M. Dubois, M. Kamardine, Mme Périgault, M. Taite, Mme Valentin, M. Viry et M. Hetzel

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

I. – Le premier alinéa du 1^{er} de l'article 200 du code général des impôts est ainsi modifié :

a) À la deuxième phrase, le montant : « 562 € » est remplacé par le montant : « 1 000 € » ;

b) À la fin de la même phrase, l'année : « 2022 » est remplacée par l'année : « 2023 ».

c) À la dernière phrase, l'année « 2023 » est remplacée par l'année : « 2024 ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Afin d'encourager la générosité vis à vis des associations caritatives dans le cadre de la crise sanitaire et de l'inflation qui affectent plus durement les plus modestes, les projets de loi de finance ont porté jusqu'en 2023 la limite de prise en compte des versements ouvrant droit à dérogation fiscale à 1 000 €, la limite de droit commun étant de 562 €. Une mesure reconduite chaque année depuis 2020 qu'il convient de prolonger au delà de 2023, au moins jusqu'en 2024.

Dans un contexte où la possibilité d'une crise sociale risque de suivre la crise énergétique que nous vivons, où l'inflation galopante impacte le pouvoir d'achat des ménages, le surcroît d'activité et le besoin financier pour les associations qui permettent à nombre de nos concitoyens dans le besoin de pouvoir s'alimenter risque d'être important. Ainsi, pour toutes ces raisons, il est impératif d'encourager ceux qui le peuvent à faire preuve de générosité envers ces associations.

C'est pourquoi le présent amendement vise à porter à 1 000 euros le plafond de la valeur des dons

aux associations caritatives sur lequel la déduction fiscale est accordée au titre de la loi « loi Coluche ».